

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 102 (1957)
Heft: 3

Artikel: L'évolution des méthodes de guerre
Autor: Revol, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342801>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG Georges Rapp

Administration : Lt-colonel Ernest Buetiger

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II. 5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50
Prix du numéro : Fr. 1.50

L'évolution des méthodes de guerre

Commençons par le rappel inévitable de quelques lieux communs (puisqu'aussi bien la stratégie, appelée par Foch la science du caractère et du bon sens, n'est, au dire de ceux qui voient rouge au seul énoncé du mot, qu'« agitation de lieux communs supputant de fumeuses anticipations ») et par l'exacte définition des termes que l'on emploie.

La guerre est le prolongement d'une diplomatie qui s'avoue impuissante à obtenir les résultats que l'une et l'autre se proposent d'atteindre. Champ d'action de tous les excès, la guerre met en œuvre la force brutale des armes. Parce qu'elle est une manifestation de l'activité humaine, en vérité la plus virile, elle en applique les principes partout et toujours les mêmes, d'un nombre d'autant plus réduit que leur définition est plus générale. Secret, imagination constructive, supériorité des moyens matériels et moraux appliquée à l'endroit et au moment convenant le mieux à l'obtention du but poursuivi, constance sans obstination têtue, esprit d'initiative opposé à celui de passivité ; ces quelques règles applicables indistinctement aux multiples branches de l'activité pacifique, mettez-les sous un uniforme militaire et, du même coup, vous avez : la surprise, l'idée de manœuvre, la supériorité des armes et des effectifs, l'économie des forces, l'offensive primant la défen-

sive, le caractère et la résolution du commandement ; bref, toutes les recettes de la réussite et de la victoire.

Mais l'application de ces principes, en quoi se résume la définition de la méthode, est essentiellement variable ; ce que Napoléon exprimait si bien quand il disait de la guerre « un art simple tout d'exécution ». Il y a, semble-t-il, autant de méthodes de faire la guerre qu'il y a de cas concrets à résoudre et chacune s'édifie selon les moyens mis à la disposition des belligérants. Ces moyens, constamment en transformation, dépendent, pour chaque époque considérée, de la nature des Etats en présence, de leur organisation politique et sociale, de leur importance économique, de l'esprit des populations, de la valeur de l'armée, son organisation, son moral, son entraînement, ses armes, la qualité de son commandement.

Et parce qu'il se produit entre les Etats au cours d'une même période une certaine uniformisation, il en résulte une évolution caractéristique de la méthode de guerre généralement adoptée.

Préciser l'aspect possible de la méthode qui pourrait être employée dans une troisième guerre mondiale par un examen sommaire des méthodes précédemment en usage, tel est l'objet des pages qui suivent.

* * *

On dit : « La méthode de guerre napoléonienne », comme ont dit : « le siècle de Louis XIV » ou « le siècle d'Auguste », ou « le siècle de Périclès ».

Cette méthode, Guibert l'avait prédite dans sa *Défense du système de guerre moderne* publiée en 1779. Napoléon en fit l'application magistrale qu'on sait dans ses deux campagnes de 1805 contre l'Autriche et 1806 contre la Prusse. Elle fut ensuite codifiée par Clausewitz, hanté par l'idée d'une guerre avec la France.

« Le centre de la puissance d'un Etat reposant dans son armée et dans sa capitale, le plan doit être ici :

- 1° De vaincre l'armée française dans une ou plusieurs batailles générales ;
- 2° De s'emparer de Paris et enfin,
- 3° De rejeter au-delà de la Loire les débris de l'armée vaincue. »

C'est la méthode même qu'avec la complicité bien involontaire du haut commandement français, Moltke employa en 1870. Basé également sur elle, le plan Schlieffen fut péniblement enrayé en 1914. Pour finir, appliquée par Hitler à son avantage en 1939 et 1940, elle se retourna contre lui en 1944 et le conduisit à sa perte.

Guerre absolue, guerre nationale de peuple à peuple, nations armées, guerre totale, autant de formules pour désigner une méthode d'organisation en vue de la lutte à l'extrême quand il s'agit d'un pays qui s'arme pour sa défense ou pour spolier un voisin ; pour conquérir l'unité des races, la nationalité ; pour se procurer des avantages économiques, des traités de commerce avantageux. « Les guerres modernes, a écrit von der Goltz, sont devenues l'affaire des nations. Elles ont leurs intérêts comme les individus. L'égoïsme national est inséparable de la grandeur nationale ». Et de Moltke, renchérissant : « La Bourse même a pris une influence telle, que pour la défense de ses intérêts elle peut faire entrer les armées en campagne », ce qui ressemble étrangement à l'accusation des partis de gauche contre « les marchands de canon ». Plus près de nous, conquête de l'espace vital, cher à Hitler.

C'est pourquoi toutes les ressources intellectuelles, matérielles et morales ont été employées à assurer l'issue heureuse d'une guerre. Aux mains d'un commandement solidement constitué appliquant les idées françaises dans des proportions gigantesques, ce qu'on peut appeler la méthode de guerre du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e se caractérise par des opérations à l'allure foudroyante, par la recherche immédiate d'une décision par les armes, par la destruction des armées ennemies, centres de la puissance adverse, en prenant

pour ce faire la direction et la tactique qui y conduisent le plus vite et le plus sûrement. Rassembler la masse des effectifs le plus près possible de la frontière, la lancer en un choc colossal contre l'armée opposée, même si l'on se sent politiquement voué à la défensive puisque le mouvement est la loi de la stratégie ; élargir la bataille-manœuvre du XIX^e siècle, la transformer en bataille-opération, celles de 1914 et de 1940 : ainsi la décision du champ de bataille, sur lequel stratégie et tactique tendent à se confondre, provoquera très certainement le gain de la guerre pour le vainqueur, sa perte pour le vaincu.

* * *

La méthode instaurée par Napoléon diffère du tout au tout de celle précédemment appliquée. Dans ses *Réveries*, le maréchal de Saxe déclarait : « Je ne suis point pour les batailles surtout au début d'une guerre. Je suis persuadé même qu'un habile général pourra la faire toute sa vie sans s'y voir obligé ». On qualifiait Berwick d'« immortel » parce qu'il remportait la victoire sans bataille.

On a tôt fait de dauber sur la nature des guerres à cette époque : guerres dynastiques, guerres de cabinets, bornées dans leurs fins et dans leurs moyens. Condamnées à peu près unanimement, Clausewitz les considérait comme « une forme amoindrie » — « Les gouvernements seuls, disait-il, trouvaient intérêt à la guerre ; les peuples se désintéressaient des raisons politiques la provoquant ; contraints et forcés ils en étaient les acteurs aveugles. Quant aux généraux, maintenus dans la dépendance des gouvernements, ils agissaient timidement dans la crainte où ils étaient d'enfreindre les instructions reçues ; aussi leurs manœuvres étaient-elles prudentes et lentes ». A son tour, Foch décrivait ainsi la méthode : « Les anciens systèmes de guerre, éminemment conservateurs de la force armée, s'adressaient pour atteindre leurs fins à la ruse, à la menace, aux négociations, à la manœuvre, au combat, à l'occupation du territoire, à la prise des places ».

Mais si l'on regarde les choses de plus près et qu'on en

vienne à considérer les moyens mis à la disposition des généraux à chacune de ces deux époques, alors tout s'explique et la distinction entre guerre de peuples et guerre dynastique apparaît bien subtile. On vérifie alors que des gens comme Louis XIV, Guillaume d'Orange ou Frédéric II ne pratiquaient pas de parti pris un genre de guerre lent et anodin et qu'ils n'auraient pas hésité à y recourir s'ils avaient connu une manière d'écraser plus promptement leurs adversaires. Quant à parler du formalisme ou du scepticisme des généraux, comment oser en accuser un Turenne, un Condé, un Villars, un prince Eugène ou un Marlborough !

Souverains, chefs et soldats étaient animés d'un désir de vaincre égal à celui des patriotes révolutionnaires. A chaque rencontre, le tiers des combattants était sacrifié : se bat-on aujourd'hui avec plus d'énergie ? Si donc les marches de guerre sont lentes, si on ne se lance pas à corps perdu dans la bataille, si l'esprit d'offensive est à chaque instant freiné, c'est que les moyens militaires obligent à temporiser ; on sursoit à la solution décisive en raison de l'impuissance des armes. Le progrès de celles-ci et l'évolution organique, plus que tout autre argument, ont transformé la méthode de guerre ; des moyens de plus en plus puissants et rapides ont permis d'atteindre plus vite le but constamment identique de la guerre, quelle qu'en soit la nature politique, royale ou nationale.

Il faut entrer dans des précisions pour le mieux comprendre.

Les batailles que livraient Turenne et Condé étaient en réalité des batailles à l'arme blanche. L'influence du mousquet, si lent à charger, y était insignifiante. L'artillerie, une douzaine de pièces peu maniables par armée, ne faisait que de rares décharges avant l'assaut. Qu'elle soit en marche ou rangée en bataille, l'armée ne forme qu'un bloc, elle reste toujours « ensemble » ; sur le front de déploiement, aucun vide ne saurait être toléré dans lequel l'ennemi pourrait pénétrer, procéder à l'« enroulement » de chaque partie séparée. Rangées face à face, les armées s'efforcent d'opposer l'une à l'autre un front au moins égal. Leur formation est longue à prendre : on place

les unités homme par homme. En sorte que pendant le déploiement de l'une, l'autre peut se retirer dans la direction de son choix. C'est la bataille par consentement mutuel...

Pour imposer la bataille, il fallait attendre que la portée et l'efficacité du tir donnent un avantage sérieux à l'homme abrité sur celui marchant à découvert ; que l'artillerie puisse rompre les obstacles ; que les troupes rendues manœuvrières soient en état de prendre ou changer leur dispositif très rapidement ; que l'organisation permette aux armées d'étendre leur action par des corps momentanément détachés, capables de limiter la zone de manœuvre et de retraite de l'adversaire.

Ces résultats ne furent complètement atteints qu'après la guerre de Sept ans. Lentement substitué au mousquet et à la pique, le fusil ne reçoit que vers 1720 les perfectionnements qui lui permettent de tirer plusieurs coups par minute. Les canons de petit calibre (canons de bataillon) depuis longtemps employés par les Suédois et par les Russes apparaissent dans les armées d'Occident vers 1740 : ils étendent la zone meurtrière autour de l'infanterie. Désormais, l'utilisation des lisières de bois ou de villages devient possible ; dans toute bataille, il y aura un défenseur et un assaillant. Celui-ci, s'il veut prononcer une attaque d'aile, devra exécuter un large mouvement qu'il réalise d'abord en comblant le vide entre corps de bataille et aile marchante avec des troupes fraîches. Ainsi les fronts restent-ils réguliers et continus. C'est la formule de l'ordre oblique pratiqué par Frédéric II.

Mais il faudra attendre la génération suivante, quand les troupes auront appris, par la manœuvre, à passer rapidement d'une formation en colonne à une formation en ligne et réciproquement, pour que, renonçant aux lenteurs du déploiement méthodique, on puisse immédiatement attaquer avec ce dont on dispose, un ennemi prêt à se dérober.

L'adoption simultanée du principe divisionnaire, c'est-à-dire la constitution d'une *grande unité de toutes armes* permet dès lors d'embrasser un front étendu, de déborder de loin l'ennemi, de lui imposer une seule ligne de retraite, voire de

l'acculer à un obstacle. C'en était fini de la bataille par consentement mutuel et de la guerre de positions. Désormais, l'esprit offensif, la guerre de mouvement allait pouvoir prendre leur redoutable essor.

Tout y contribuait d'autre part : cartes perfectionnées à la disposition des états-majors, matériel de pont, amélioration du réseau routier, développement industriel, fortune publique ; plus particulièrement, les progrès de l'artillerie. Adopté en 1765, le système de Gribeauval allège l'artillerie de campagne en même temps qu'il la rend plus puissante ; il en fait une arme capable d'évoluer sur le champ de bataille avec les deux autres. « Le canon a fait une révolution totale », dira bientôt Napoléon.

Auparavant, le principe divisionnaire aura conduit les généraux lents ou maladroits à la dispersion de leurs forces, au fâcheux système du cordon, c'est-à-dire des armées figées dans un dispositif trop étendu, morcelé, incapable d'une action d'ensemble. Il faudra le génie de Napoléon pour coordonner dans un complexe harmonieux et vivant les possibilités virtuelles contenues dans l'œuvre de préparation à la guerre de ses prédécesseurs. C'est donc à juste titre que l'on peut parler encore aujourd'hui de méthode napoléonienne pour désigner celle agrandie depuis lors aux armées de notre temps.

* * *

Si, de la rapide incursion dans le passé qu'on vient de lire, on cherche à formuler les enseignements philosophiques pour en déduire des hypothèses valables dans le proche avenir, on observe :

1^o Que la séparation est moins nette qu'il n'apparaît dans la réalité des faits entre les méthodes de guerre successives ; que celles-ci résultent d'une sorte de création continue et qu'en définitive, il y a moins une suite de méthodes qu'une seule, évidemment variable dans ses manifestations apparentes, mais au fond toujours la même et qui s'exprime clairement par le but constant que se propose la guerre : détruire par l'emploi

de la force celle de l'adversaire, contraindre le vaincu à subir la volonté du vainqueur ;

2^o que dans cette mise en œuvre des forces de destruction, l'influence du chef militaire est certaine ; j'allais dire décisive, si l'on en juge par ce qui s'est produit dès le début des guerres de la Révolution. A la fin du XVIII^e siècle, tous les éléments entrant dans la définition d'une méthode se trouvaient établis : il en sortit pour les uns l'impuissant dispositif en cordon, pour Napoléon la victoire immédiate éclatante. Hier encore, le front continu, qui s'apparente de si près au système du cordon, est resté la combinaison des chefs médiocres, alors que le char et l'avion ouvraient à d'autres un large horizon de fructueuses réalisations. Sans doute en ira-t-il encore de même dans l'avenir. Si donc la guerre apparaît de plus en plus comme une science que des écoliers en grand nombre s'appliquent à exercer, elle persiste, pour ceux particulièrement doués, à être un art ; en vérité, le plus sublime des arts.

3^o Que l'influence est réelle des institutions politiques, sociales, économiques de chacun des belligérants ; et aussi de leurs dimensions, de leur position géostratégique ; et encore de la nature unitaire ou coalisée de leurs Etats. On ne saurait nier combien, selon le régime, l'intensité varie avec laquelle sont levés et mis en action les moyens de lutte. Un pouvoir autoritaire sera plus secret ; il prendra plus vite ses décisions ; il poursuivra la guerre plus à fond et avec plus de sauvage énergie qu'un gouvernement soumis aux critiques d'une presse libre et aux délibérations publiques d'assemblées parlementaires.

La guerre imposée à un seul Etat sera moins subordonnée à des considérations accessoires, voire étrangères au conflit que celle conduite par une coalition d'Etats. Le vieux Feuquières ne proclamait-il pas que, pour bien faire la guerre, il vaut mieux se passer d'alliés ? « Un Etat bien constitué et réellement puissant, écrivait Guibert, ne sera, par sa politique, l'allié d'aucun peuple. » — « Je dis réellement, expliquait-il, parce qu'il faut bien distinguer la puissance véritable, fondée

sur la bonne proportion et constitution d'un Etat, d'avec l'apparence de la puissance, fondée sur une trop grande extension des possessions, sur des triomphes momentanés, en un mot sur tout ce qui peut ne pas durer. » A distance de deux ou trois siècles, quel avertissement pour les membres de l'OTAN ou du pacte de Varsovie ! Chaque allié conserve en effet les obligations nationales qui lui sont propres et qu'il doit souvent satisfaire avant l'intérêt commun de la coalition. La pacification de l'Algérie importe à la France plus que la défense de l'Elbe.

Il est des impératifs géostratégiques avec lesquels on ne saurait transiger. Dans le cas qui nous occupe aujourd'hui d'un conflit armé éclatant entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis d'Amérique, que peut-il en être de la conquête de la capitale, leitmotiv de la méthode napoléonienne ? A vues humaines, on ne saurait prévoir quand ni comment les armées soviétiques, de nature essentiellement continentale, pourraient atteindre Washington autrement que par des raids aériens ou des projectiles intercontinentaux. Et l'occupation de Moscou par des forces américaines ne ferait avancer d'un pas la solution de la guerre. Napoléon en a le premier fait l'expérience ; Hitler n'a même pas pu l'atteindre ; les Américains y parviendraient-ils que les Russes garderaient la libre disposition des immenses ressources offertes par la Sibérie et leurs alliés du monde asiatique pour prolonger sur les champs de bataille une résistance théoriquement indéfinie. En somme, tant d'un côté que de l'autre, aucun des deux adversaires ne semble en mesure de s'imposer par la seule puissance des armes. Aucune armée, américaine ou russe, quel que soit le potentiel d'offensive que lui confèrent les possibilités industrielles ou scientifiques mises aujourd'hui à son service, ne saurait vaincre les effets d'usure infligés par les espaces dont disposeraient les belligérants en présence. Applicable à des nations européennes d'un certain ordre de grandeur, la méthode napoléonienne, créée précisément pour elles, a fait faillite contre la Russie d'Alexandre I^{er}, elle n'est plus de mise dans le cas d'une troisième guerre mondiale ;

4^o que les transformations de la technique exercent sur le cours des opérations une influence prépondérante. On ne peut envisager de la définir qu'en vue d'hostilités ouvertes dans un avenir ne s'étendant pas au-delà de l'état des armes du moment présent.

Quand la bataille initiale engagée sur les frontières avait un caractère déterminant sur les développements ultérieurs de la guerre, c'est que la presque totalité des forces armées de deux adversaires s'y trouvaient réunies. A cette époque, les troupes conservaient le même armement d'un bout à l'autre de la campagne. Il était alors possible de prévoir qu'à l'issue de cette bataille, celui qui l'avait perdue était sinon frappé à mort, du moins fortement handicapé pour la suite des opérations.

Aujourd'hui, tout diffère. La portée des armes est telle que pas une portion du territoire adverse n'échappera à leurs atteintes : la profondeur du champ de bataille passée de quelques pas dès qu'il y eut des hommes et qui se battaient, aux quelques kilomètres qu'elle était à la fin du siècle dernier, est désormais autant dire illimitée. Plus de distinction possible entre avant et arrière, entre zone des armées et zone de l'intérieur. Rien n'est plus à l'abri non seulement des éclatements de projectiles, mais encore de l'irruption de troupes en armes, parachutages ou débarquements aériens. Cela, en même temps qu'à l'intérieur une intense activité règne dans les laboratoires à la recherche d'engins nouveaux, dans les usines à la fabrication des matériels ou des munitions dont les armées font une consommation toujours plus considérable, dans tout le pays pour satisfaire à des besoins que décuple l'état de guerre.

Tant et si bien que la puissance militaire d'une nation, son aptitude à prolonger les hostilités, se trouve maintenant répartie sur l'ensemble du territoire au lieu d'être groupée en bloc à proximité des frontières. Il devient impossible de briser d'un seul coup la capacité de résistance d'un peuple. Certes, il y aura encore une bataille des frontières : il est inadmissible, que l'on laisse la porte ouverte à des troupes ennemies d'oc-

cupation ; mais cette bataille n'aura plus le caractère de décision qu'elle revêtait naguère. Gagnée, elle permettra, rien de plus, d'envahir le territoire adverse ; perdue, la lutte devra se poursuivre pied à pied à l'intérieur avec un degré de puissance *se rapprochant autant que possible de l'effort initial*.

Cette lutte à l'intérieur, baptisée en France défense en surface, puis défense du territoire, de quelle façon, sous quelle forme ou méthode la concevoir ?

Il est de mode aujourd'hui de préconiser la guérilla. Déjà Strabon estimait que Vercingétorix, plutôt que de s'opposer en masse aux légions romaines, eût mieux fait de « morceler la guerre en petits combats dispersés, à la manière des brigands ». La guérilla a réussi en Espagne contre Napoléon dont le corps de bataille se trouva disloqué faute des troupes d'occupation que seul le service militaire moderne eût permis de lever. Elle reste une forme barbare, primaire ; elle serait désastreuse et très probablement inefficace dans des pays à civilisation avancée comme sont ceux de part et d'autre du Rhin.

Autre solution : les armées de la défense nationale, du genre de celles créées en 1870 par Gambetta après l'effondrement de l'armée impériale. Certes, elles ont prolongé les hostilités pendant plusieurs mois ; elles ont donné de sérieuses craintes au commandement adverse ; elles furent en réalité frappées d'impuissance non pas tant parce que mal employées à vouloir secourir Paris assiégé, que par suite de leur état précaire d'improvisation.

La seule solution efficace paraît être de prévoir et d'organiser à l'avance la défense du territoire à la façon d'un champ de bataille l'englobant tout entier ; comme un immense camp retranché avec ses secteurs actifs ou passifs, ses troupes mobiles de contre-offensive, son système logistique en liaison avec l'extérieur ; sous abris profonds, ses dépôts et fabriques de matériels de guerre ; ses zones de repli pour populations civiles ; plus que tout, de véritables armées créées dès le temps de paix, organisées de toutes pièces avec des éléments analogues à ceux du corps de bataille frontalier auxquels s'ajou-

teraient, dès la proclamation de la mobilisation, des réservistes qui ne soient pas les équivalents des gardes nationales de naguère. La France ainsi appuyée sur ses propres ressources s'accroîtrait des forces allemandes éventuellement repliées sous la pression des armées rouges parties de l'Est, des renforts accourus d'Angleterre ou d'Espagne ou du Maghreb, du gros des armées américaines : bref, de tous les éléments placés sous les ordres du SHAPE ;

5° Enfin, que le fait pour un grand Etat de disposer de la bombe atomique ou thermo-nucléaire lui permet d'interdire la guerre à d'autres Etats ne la possédant pas. Le même phénomène se reproduit qui avait marqué l'apparition de l'artillerie à feu. Parce que le roi était seul assez riche pour entreprendre la fabrication de canons, il se trouvait en mesure de supprimer les guerres privées proscrites en vain depuis longtemps par de simples Ordonnances. J'imagine volontiers le roi Louis XI adressant à des barons en humeur de s'entrequereller, un message dans le genre de celui que le maréchal Boulganine envoyait récemment à sir Anthony Eden et à M. Guy Mollet.

En revanche (toute médaille a son revers) l'éparpillement des moyens actuels de lutte à travers de vastes espaces, en rendant impossible la destruction en bloc de ces moyens par une ou deux grandes batailles initiales, risque d'éterniser les conflits comme cela se passait sous l'ancien régime. Clausewitz le prévoyait lorsqu'il écrivait : « En général, on ne peut se rendre maître de grands Etats qu'au moyen de divisions politiques. » Encore ne s'agissait-il dans son esprit que de la France ; qu'eût-il pensé des Etats-colosses de notre temps !

Ici intervient la question des forces morales. On n'en parle guère dans les exercices sur la carte ou sur le terrain ; on admet leur constance et, de part et d'autre, leur égalité, par conséquent leur neutralisation réciproque. Or, cela ne se produit jamais. Il arrive toujours un moment où, entre elles, un certain déséquilibre éclate : songeons au plan incliné des *Soirées de Saint-Petersbourg*, au dernier quart d'heure du chef japonais... Une bataille perdue, c'est une bataille que l'on croit perdue.

Et de même pour une guerre. Voilà pourquoi de Gaulle devait avoir raison sur Pétain.

* * *

Du travail d'analyse qui précède, il reste à dégager la synthèse.

Avant Napoléon, dans l'incapacité où l'on est d'obliger l'adversaire à livrer la bataille s'il désire l'éviter, on en est réduit à envahir une province voisine de la frontière, à manœuvrer, prendre des places, rançonner les habitants sans apporter une gêne sensible aux autres populations du pays. La paix découle de laborieuses négociations qu'activent parfois de rares événements militaires, mais que terminent plus souvent des cotes mal taillées par suite de la lassitude des gouvernants et non pas la totale destruction de leurs moyens.

Avec Napoléon et après lui, la guerre s'exécute sur un rythme porté à son maximum d'intensité : défaire l'armée adverse dans une bataille générale initiale, occuper la capitale du pays ennemi, disloquer son gouvernement, lui imposer sa paix.

Il semble que dans le proche avenir, tout en procédant à une vigoureuse atteinte contre les moyens guerriers de l'adversaire à la fois par la bataille et par des bombardements éloignés, la destruction des potentiels de combat ne pourra être ni aussi immédiate ni aussi complète qu'avec la méthode napoléonienne. On occupera une portion, la plus étendue possible, des territoires adverses ; on les exploitera en vue de la poursuite incessante des opérations actives, aussi longtemps que, par la mise en œuvre de moyens politiques, le belligérant ayant subi l'invasion se décide à s'incliner devant la volonté de l'occupant.

Cette méthode, on doit en convenir, n'est pas sans se présenter comme un amalgame des deux précédentes : elle laisse une part d'imprévu à l'habileté technique et au caractère des dirigeants de la guerre et des chefs militaires assumant la charge des opérations.

J. REVOL